

Chine-Afrique : la fin des illusions

Après 20 ans de prêts chinois généreux, de chantiers prestigieux, l'Afrique peine à rembourser ses lourds emprunts. Et Pékin réalise que l'Afrique n'est pas l'eldorado rêvé. L'occasion pour chacun de réévaluer sa stratégie ?

DÉCODAGE

VÉRONIQUE KIESEL

La Chine avait déjà été le partenaire très politique de plusieurs pays africains au lendemain des indépendances mais, au tournant du XXI^e siècle, l'Afrique était devenue pour Pékin le territoire de tous les possibles : un continent riche en ressources, négligé par l'Occident, où la puissance chinoise pouvait se poser en partenaire solidaire, se faire de nombreux amis et permettre à ses entreprises d'y dérouler leurs nouvelles technologies.

« D'un point de vue économique, il est évident que la Chine est devenue un acteur majeur sur le continent africain », détaille Cédric Leterme, chargé d'étude au Cetri (Louvain-la-Neuve). « C'est le premier partenaire commercial du continent, le premier prêteur aussi : la Chine s'est montrée la plus volontaire pour financer des projets non liés à des conditionnalités économiques et politiques. Elle a donc rempli un vide laissé par les autres grandes puissances. »

Car si l'Occident, jaloux, se plaît à diaboliser la présence chinoise en Afrique, celle-ci a eu plusieurs effets positifs pour les Africains, avec d'abord cet afflux de marchandises chinoises peu chères, enfin à la portée des consommateurs africains : motos, smartphones ou ordinateurs venus de Chine ont changé la vie de millions d'Africains.

Autre élément majeur, « les pays africains se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas enfermés dans un dialogue avec les anciennes puissances coloniales, qu'il y avait d'autres acteurs possibles auxquels s'adresser, avec qui commercer », décode Thierry Pairault, directeur de recherche émérite au CNRS et au Centre d'études sur la Chine contemporaine de l'Ehess (Paris). « En variant les fournisseurs, ils avaient cette possibilité d'obtenir enfin leur indépendance économique et politique. Ils ont alors tout misé sur la Chine parce qu'elle avait de l'argent. »

Le retour du chemin de fer

Enfin, « la Chine s'est lancée dans une nouvelle vague de construction d'infrastructures en Afrique », souligne Thierry Vircoulon, coordinateur de l'Observatoire de l'Afrique centrale et australe de l'Ifri (Paris). « La précédente vague remontait aux années 70 et 80 et avait été le fait d'entreprises occidentales. »

Intégrées au grand projet des Nouvelles Routes de la soie, ces infrastructures sont importantes pour le développement des pays africains, et finalement complémentaires avec les programmes de coopération occidentaux, axés sur la santé, l'éducation ou l'agriculture.

« Le chemin de fer y est particulièrement intéressant », reprend Thierry Vircoulon. « Les premières lignes, tracées par les puissances coloniales, sont tombées en désuétude après l'indépendance, faute d'investissement. Mais, depuis dix ans, il y a une relance du chemin de fer en Afrique portée par les entreprises chinoises. La ligne Addis Abeba-Djibouti, la kényane Nairobi-Mombasa, mais aussi au Nigeria, en Angola. Personne ne voulait investir dans le train en Afrique : ce n'est pas rentable. Mais de façon très audacieuse, Africains et Chinois ont relevé le défi. Il faut cependant au moins 50 ans pour rentabiliser une ligne de chemin de fer, avec une stratégie d'exploitation de long terme. Ces projets seront-ils de nouveaux éléphants blancs ? On verra ! »

Mais ces gros chantiers, brillants et coûteux, exécutés par des entreprises chinoises, ne sont généralement pas financés par des investissements chinois, assez limités (voir l'infographie ci-contre), mais par des emprunts réalisés par les Etats africains auprès d'institu-

tions chinoises.

« Souvent, les études de rentabilité n'ont pas été sérieusement menées », enchaîne Thierry Pairault. « Et le jour où il faut rembourser, les autorités sont coincées parce que le projet ne génère pas les revenus nécessaires. Il y a énormément d'exemples de ce type en Afrique qui nourrissent la fin de certaines illusions. Pour les Chinois, qui peinent à obtenir le remboursement, et pour les Africains, lourdement endettés. »

Le « piège de la dette »

La Chine a, entre 2000 et 2019, prêté 153 milliards de dollars à des Etats et des entreprises africaines : un cinquième de tous les emprunts d'Afrique émanent désormais des banques chinoises. Le ralentissement économique dû à la pandémie a encore compliqué leur remboursement. La Zambie, l'Éthiopie, l'Angola, Djibouti ont été les premiers à demander à Pékin un moratoire de leur dette. Car selon le FMI, plus de vingt pays africains sont déjà en défaut de paiement ou risquent de l'être.

Pour certains analystes occidentaux, c'est clair, ces pays sont tombés dans un « piège de la dette » tendu sciemment par Pékin pour prendre le contrôle d'infrastructures stratégiques en Afrique et « recoloniser » le continent.

Une notion qui mérite d'être nuancée : Deborah Brautigam, (spécialiste de la Chine-Afrique à l'Université Johns-Hopkins) ne cesse de répéter que ce piège n'existe pas. Le terme a été inventé par un Indien et repris par les médias et par les officiels américains. En étudiant les 3.000 prêts chinois liés à des projets africains, elle n'en a pas trouvé un seul qui corresponde à ce critère : aucun n'est passé sous pavillon chinois.

Par contre, comme l'explique Julien Wagner, auteur de *Chine-Afrique, le grand pillage* (éd. Eyrolles), « la plupart du temps, les prêts ne sont pas rembour-

sés en argent mais en or, en pétrole, en gaz ou en cuivre. Les entreprises chinoises se remboursent en exploitant, par exemple, du zinc sur vingt ans ». Avec un gros risque pour les Etats africains, celui d'hypothéquer leurs ressources naturelles sur plusieurs décennies, et donc de se retrouver sans revenus.

Autre problème, les prêts chinois sont souvent très opaques, avec des clauses draconiennes, excluant aussi toute possibilité de restructuration future via le Club de Paris, groupe d'Etats créanciers proposant des solutions aux pays en difficulté de paiement.

Dangereux aussi, le mélange d'asymétrie et de dépendance : la Chine exporte en Afrique des produits manufacturés, mais en importe essentiellement des matières premières

Dangereux aussi le mélange d'asymétrie et de dépendance : la Chine exporte en Afrique des produits manufacturés mais en importe essentiellement des matières premières. Et si en 2019, les échanges commerciaux entre les deux partenaires s'élevaient à 210 milliards de dollars, le déficit commercial des pays africains triplait, pour atteindre 18 milliards. Un dernier chiffre : 70 % des exportations africaines partent en Chine, mais elles ne représentent que... 4 % des importations chinoises : Pékin a en effet élargi la liste de ses fournisseurs pour, elle, ne dépendre de personne.

Pour toutes ces raisons, les pays africains sont récemment devenus plus circonspects vis-à-vis de la Chine. « La lune de miel est terminée », explique Thierry Vircoulon. « Les Africains ont pris conscience du fait qu'il y a un certain nombre de problèmes, et les Chi-

nois, que l'Afrique n'est pas l'eldorado qu'ils avaient imaginé. »

Lors du huitième Forum de coopération sino-africaine, fin novembre à Dakar, Xi Jinping, dans un discours vidéo, n'a prudemment pas annoncé de montant global à destination de l'Afrique. On était bien loin des 60 milliards claironnés lors du précédent Forum en 2018. La Chine se détournerait-elle du continent africain ?

« Même s'il y a eu un ralentissement de la politique de prêt et d'investissements de Pékin, l'Afrique pourrait, dans les décennies à venir, être un des moteurs de la croissance », précise Thierry Kellner, chargé de cours à l'ULB. « Ce marché reste donc convoité par Pékin. D'autant plus que Xi Jinping a lancé sa théorie de la double circulation pour l'économie chinoise : continuer à tirer profit de l'économie internationale, notamment via les Routes de la soie qui passent par l'Afrique. Tout en veillant à ce que l'économie domestique, via la consommation interne, devienne son pilier le plus important. La Chine se veut autosuffisante, indépendante des USA pour ses exportations, ses technologies et ses ressources, tout en veillant à ce que le reste du monde dépende d'elle. »

A Dakar, la Chine a par ailleurs annoncé qu'elle fournirait un milliard de doses de vaccin covid à l'Afrique, dont 400 millions qui y seront fabriquées. Mais d'autres partenaires, dont la Belgique, se sont déjà lancés dans ce secteur. Xi a aussi promis dix milliards de dollars pour soutenir les exportations africaines et pour les pays les plus pauvres, un « élargissement » des exemptions douanières dans l'accès aux marchés chinois. « Il y a une volonté affichée de réduire le déséquilibre commercial », précise Thierry Vircoulon, « mais sa concrétisation dépendra des produits qui seront concernés. Et cela ne va pas faire d'un coup pulser l'économie africaine. »



ons

le témoin « Au Congo, une grande déception populaire »

V.K.

Prenez le cas de la RD Congo. « Lorsque les autorités congolaises ont commencé à signer des contrats avec les Chinois, cela avait suscité beaucoup d'espoir : enfin un nouveau partenaire qui n'était pas lié au sombre passé de la colonisation », analyse Jimmy Kande, président du Réseau panafricain de lutte contre la corruption « Unis », et membre de la coordination Le Congo n'est pas à vendre.

« Mais plus d'une décennie plus tard, les gens se posent des questions. On nous avait vendu une coopération gagnant-gagnant, des contrats plus avantageux pour le Congo : grande est la déception populaire, notamment autour de projets signés par l'ancien chef de l'Etat qui prévoyaient des travaux d'infrastructures contre les richesses minières : la partie chinoise n'a respecté que 25 % de ses engagements alors que l'extraction minière au bénéfice des Chinois, elle, tourne à plein régime... »

Règles de base bafouées

Le comportement des expatriés chinois est un autre sujet de mécontentement croissant en Afrique. « En RDC en tout cas, on a vu que, contrairement aux sociétés occidentales, des sociétés chinoises ne respectaient même pas les règles basiques : ce qui compte, c'est d'extraire les matières premières et de faire leur business », poursuit Jimmy Kande. « Précédemment, les firmes étrangères occidentales qui venaient en RDC faisaient certes venir des ingénieurs expatriés, mais avaient aussi largement recours à de la main-d'œuvre locale. Alors que les entreprises chinoises importent même les ouvriers peu

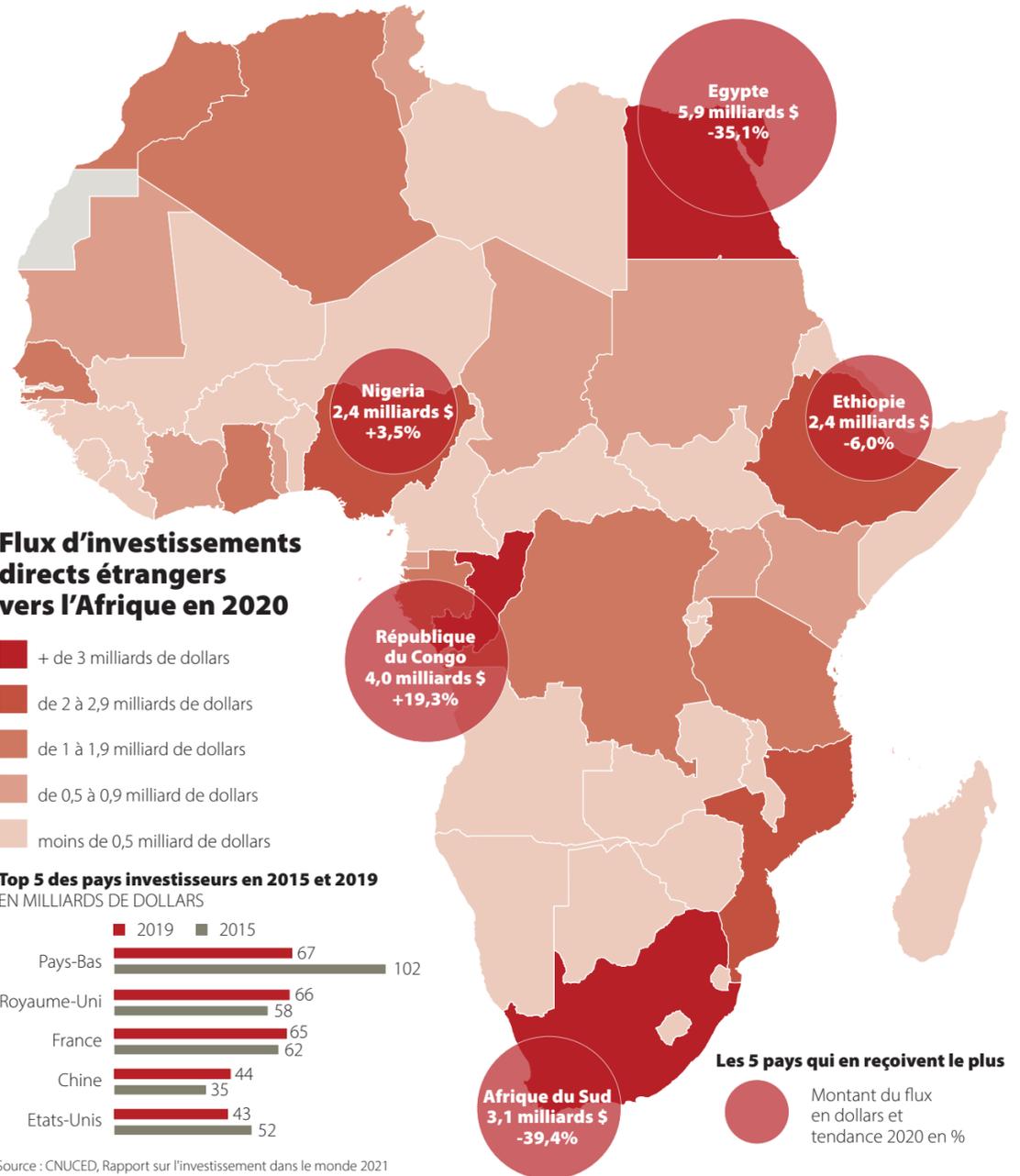
qualifiés de Chine. »

« Par ailleurs, à côté des grandes entreprises minières, il y a aussi au Congo les exploitations artisanales, légalement réservées aux nationaux. Mais, avec la complicité de certaines autorités, il y a de plus en plus de Chinois qui s'attaquent aux mines artisanales, utilisant parfois le nom d'une coopérative congolaise. Cela crée de la frustration dans les communautés, et une certaine animosité envers les Chinois. »

Car en RDC, une autre donnée vient troubler le jeu : la corruption. « Lorsque vous voyez à quel point les lois nationales sont violées, vous vous demandez où est l'Etat. Mais il est souvent lui-même complice ! Le rapport Congo Hold-Up a bien montré à quel point des acteurs politiques locaux impliqués dans ce projet chinois ont pu recevoir des pots-de-vin. Des opérateurs chinois peuvent donc, en RDC, se comporter en terrain conquis, les autorités étant à leur solde », conclut Jimmy Kande. « Elles peuvent tout se permettre... puisqu'il n'y aura pas de réaction conséquente des autorités. »



« Via la corruption, des opérateurs chinois sont en terrain conquis. » © DR



reportage Les commerçants chinois au chevet de la « fièvre du cobalt »

COLETTE BRAECKMAN
À KOLWEZI

La fièvre du cobalt a rongé Kolwezi et finira sans doute par la détruire. Après avoir négocié leurs contrats à Kinshasa, les grandes entreprises chinoises ont fait comme tous les « miniers » : prendre possession du terrain, le clôturer, louer des gardes, amener des engins géants qui éventrent la terre rouge. Les remblais de la société Comus (Compagnie minière de Musonoi) barrent l'horizon et s'avancent inexorablement en direction du centre.

En s'approchant des terrils, on distingue des silhouettes qui grattent les remblais, poussent des brouettes chargées de gravats : les creuseurs congolais sont partout, ils ont soudoyé les gardes pour se glisser derrière les clôtures et ramasser les restes de l'exploitation industrielle. Leurs enfants se glissent

dans d'étroits boyaux, en ressortent blancs de poussière, leur butin dans des sacs de jute.

Au bord des ruisseaux d'eau sale, les femmes lavent les cailloux. Lestés de la récolte familiale, les hommes se dirigent vers des baraquements de fortune au fond desquels les commerçants chinois attendent les vendeurs.

Balances truquées ?

Le rituel est immuable : les cailloux sont pesés, leur teneur en cuivre ou en cobalt est mesurée par le « Metorex », un appareil connu de tous. Tous les creuseurs se plaignent des balances truquées, reliées à d'illisible machines chinoises affichant des teneurs inférieures à la réalité. Cependant rares sont ceux qui discutent avec les petits hommes pressés et silencieux qui ont un seul mérite : ils paient comptant. Trop peu, mais cash.

« Avec la chance », dit un père de famille, « un gamin peut gagner 20 dollars par jours... » Dans ce pays où l'on survit avec un dollar par jour, les creuseurs ont le sentiment d'être riches, et dans les rues commerçantes de Kolwezi, les commerçants guettent leur bonne fortune. Les Chinois règnent sur les bazars : montagnes de bassines en plastique, escarpins et bijoux criards, wax de contrefaçon, chaussures de chantier, pelles et pioches. Ils proposent aussi téléviseurs, portables et baffles qui diffuseront les musiques de la chance et rythmeront cette vie « au taux du jour ».

Dans toutes les cités minières du Congo, les Chinois font désormais partie du paysage, pas trop aimés mais acceptés car ils ont mis la société de consommation à la portée des plus pauvres. Leurs lampions brillent partout. Cependant, les contacts avec les Congolais semblent rares. Dans les

ngandas, petits bistrot de rue, on ne voit pas de Chinois partager avec les locaux une bière Tembo ou un « sucré ». Les prostituées ont renoncé à apostropher des hommes qui semblent indifférents à leurs charmes tapageurs.

Le week-end cependant, des casinos chinois brillent de mille feux. Dragons, ballons écarlates, murs vernissés, peintures hurlantes... les Congolais nous expliquent que c'est là que ces hommes, qui achètent leurs cailloux durant la semaine se retrouvent entre eux durant leurs loisirs, derrière des tables de jeu : à chacun ses plaisirs... À côté des pharmacies « à l'occidentale » se sont aussi multipliées les officines chinoises où se déploie toute la pharmacopée traditionnelle. Les Congolais vont s'y approvisionner en remèdes bon marché et, paraît-il, efficaces, entre autres pour les « pannes sexuelles » très fréquentes parmi les creuseurs...

arrière-plan Entre Pékin et l'Afrique, une relation d'abord très politique

V.K.

Depuis deux ans, dès qu'il est question, à l'Assemblée générale de l'ONU ou au Conseil des droits de l'homme, de la répression des Ouïgours par Pékin, des diplomates africains prennent longuement la parole en faveur de la Chine, répétant des éléments de langage du parti communiste.

« Car l'importance de l'Afrique pour la Chine est aussi très politique », analyse Thierry Pairault (CNRS). « L'Afrique, c'est 54 voix aux Nations unies. À travers ses engagements économiques, il s'agit pour Pékin de garantir le soutien des pays africains à ses résolutions ou lorsqu'il s'agit de nommer un directeur général. »

Toutes les puissances tentent d'obtenir ainsi les voix de leurs alliés, mais la Chine y excelle puisqu'elle dirige désormais 4 des 15 agences de l'ONU, dont la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture), stratégique au Sud.

Un intérêt politique qui est aussi une garantie pour les Africains. « Même s'il y a actuellement un gros ralentissement économique, la Chine ne va pas laisser tomber l'Afrique, surtout lorsqu'une nouvelle guerre froide s'amorce : elle y a investi des milliards précisément pour se créer une clientèle », estime Thierry Vircoulon (Ifri).

Mais comment s'articule cette coopération politique ? « Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi se plaît à répéter que la Chine est un pays en développement qui partage avec l'Afrique la nécessité de remettre en question l'hégémonie occidentale », déclare Cédric Leterme (Cetri), qui a coordonné l'ouvrage *Chine : l'autre superpuissance* (éd. Cetri et Syllepse). « Il s'agit d'une façon cynique de surfer sur l'héritage commun du tiers-monde. La Chine ne joue absolument plus dans la même cour. »

La Chine essaie-t-elle aussi de promouvoir son système autoritaire ? C'est

moins évident. Un plan d'action 2019-2021 avait certes été mis en place par Pékin pour former des journalistes africains et promouvoir des « échanges rédactionnels » entre médias. Les visites de responsables chinois et les invitations en Chine de journalistes et de politiciens africains s'étaient multipliées. Un programme qui fut freiné par la pandémie.

Soupçons d'ingérence politique

La Chine, qui répète s'opposer à toute ingérence dans les affaires politiques des autres, est cependant soupçonnée d'avoir mis tout son poids pour obtenir la réélection du président Roch Marc Christian Kaboré au Burkina Faso (récentement renversé lors d'un putsch). Ce pays était un des derniers alliés africains de Taïwan, mais avait en 2018 rejoint le giron chinois.

Elle aurait aussi vendu à ses alliés africains des systèmes de surveillance de masse. « Je ne suis pas sûr que ce soit

pertinent de se focaliser sur ces technologies chinoises de reconnaissance faciale », tempère Thierry Pairault. « N'est-ce pas une entreprise israélienne et un banquier français qui ont récemment distribué à certains pays de quoi piéger les téléphones de responsables politiques ? Et la France qui a vendu à l'Égypte des systèmes de reconnaissance faciale ? La Chine n'est pas la seule à faire ça... »

Et avec un état civil défaillant et des coupures de courant, pas sûr qu'une surveillance de masse soit réellement possible en Afrique...

Par ailleurs, selon un récent Afrobarometer, tant les Africains qui préfèrent le modèle de développement américain que ceux qui choisissent le modèle chinois appuient la démocratie (à 72 et 70 %) et rejettent un système à parti unique (à 80 et 79 %). En Afrique, le système politique chinois semble s'exporter plus difficilement que ses téléviseurs à écran plat...

La Chine a osé relancer des projets ferroviaires en Afrique, comme ici au Kenya : des chantiers prestigieux mais coûteux. © REUTERS.